

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SAGESS

Société Anonyme de gestion de stocks de sécurité
Société anonyme au capital de 240000 €
Siège social : Tour W - 102 Terrasse Boieldieu - 92800 Puteaux
344 547 708 R.C.S. Nanterre N° Siret 344547708.00059 – Code APE5210B

I. — Bilan.
(Montants exprimés en Euros)

Actif	31 déc.2024			31 déc 2023
	Brut	Amortissements - Dépréciations	Net	Net
Actif immobilise				
Immobilisations incorporelles	3 198 497	3 035 988	162 509	191 948
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	3 198 497	3 035 988	162 509	191 948
Immobilisations en cours				
Immobilisations corporelles	155 387	139 149	16 238	20 756
Terrains et aménagements				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres	155 387	139 149	16 238	20 756
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières	18 501 760		18 501 760	23 403 494
Prêts	18 401 250		18 401 250	23 308 250
Autres	100 510		100 510	95 244
Total actif immobilise	21 855 643	3 175 137	18 680 506	23 616 199
Actif circulant				
			4 469 001 241	4 297 870 476
Stocks et en-cours	4 469 001 241			
Créances	51 332 528		51 332 528	163 305 781
Créances clients et comptes rattachés	50 739 620		50 739 620	162 344 638
Autres	592 908		592 908	961 142
Liquidités	1 214 523		1 214 523	264 908 120
Valeurs mobilières de placement				264 500 000
Disponibilités	1 214 523		1 214 523	408 120
Charges constatées d'avance	3 093 738		3 093 738	1 693 288
Total actif circulant	4 524 642 030		4 524 642 030	4 727 777 664
Prime d'émission des obligations	14 484 506	2 585 184	11 899 323	14 484 506
Total général	4 560 982 179	5 760 321	4 555 221 859	4 765 878 369

Bilan passif.
(Montants exprimés en euros)

Passif	31 déc 2024	31 déc 2023
Capital	240 000	240 000
Réserve légale	24 000	24 000
Report à nouveau	242 145 121	242 145 176
Résultat net de l'exercice	70 553 309	61 292 644
Total capitaux propres	312 962 430	303 701 821
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total provisions		
Dettes financières	4 195 186 883	4 415 692 563
Autres emprunts obligataires	3 700 000 000	4 300 000 000
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	49 583	54 712 956
Emprunts et dettes financières divers	495 137 300	60 979 607
Dettes diverses	46 800 299	45 770 687
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 100 857	44 309 761
Dettes fournisseurs immobilisations		
Dettes fiscales et sociales	1 699 442	1 460 926
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	272 247	713 299
Total dettes	4 242 259 429	4 462 176 549
Total passif	4 555 221 859	4 765 878 369

II. — Compte de résultat.
(Montants exprimés en euros)

	31 déc 2024	31 déc 2023
Ventes de produits pétroliers	137 992 192	103 647 190
Production vendue (biens et services)	3 418 266	
Chiffre d'affaires net	141 410 458	103 647 190
Transferts de charges : remboursement du CPSSP	532 159 163	491 494 575
Reprise sur provision		
Autres produits	5 095 865	18 592 298
Total produits exploitation	678 665 485	613 734 062
Achats produits pétroliers	-238 569 647	-227 982 783
Variation de stocks	171 130 765	185 628 237
Autres achats et charges externes	-403 012 327	-383 030 735
Impôts et taxes	-1 712 798	-1 735 992
Charges de personnel	-2 064 482	-1 678 328
Salaires	-1 281 507	-1 032 585
Charges sociales	-782 975	-645 742
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-33 958	-38 659
Dotation aux provisions pour risques et charges		
Autres charges		
Total charges d'exploitation	-474 262 448	-428 838 259
Résultat d'exploitation	204 403 037	184 895 803
Produits financiers	1 282 702	1 544 877
Autres produits financiers	310 136	309 288
Charges financières	-132 861 276	-123 068 635
Dotation aux amortissements et aux provisions	-2 585 184	-2 393 665
Résultat financier	-133 853 622	-123 608 135
Résultat courant avant impôt	70 549 414	61 287 668
Reprise provision pour risques		
Produits exceptionnels	4 086	3 333
Charges exceptionnelles	-191	1 642
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Résultat exceptionnel	3 895	4 976
Impôt sociétés		
Résultat net	70 553 309	61 292 644

III. — Annexe au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2024.

1. — Faits caractéristiques de l'exercice.

En 2024, la SAGESS a vendu 239 546 m³ de produits de différentes catégories pour un chiffre d'affaires de 137 992 K€. Elle a également réalisé des achats de produits, 199 300 m³ pour un prix d'achat de 122 194 K€.

Le 24 janvier 2024, la SAGESS a remboursé l'émission obligataire du 24 janvier 2012, d'un montant de 600 M€.

Les taux d'intérêt élevés en 2024, ainsi qu'une baisse intervenue plus tardivement que prévu à partir du quatrième trimestre, ont eu un impact significatif sur les coûts de refinancement des stocks de la SAGESS.

2. — Principes, règles et méthodes comptables

— **Principes généraux :** Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes comptables ANC n°2014-03 qui constitue le Plan Comptable général applicable, en intégrant les dispositions spécifiques applicables à la SAGESS, telles que définies par les textes réglementaires, et notamment l'article 1655 quater du Code général des impôts. Cet article prévoit notamment l'exonération de l'impôt sur les sociétés ainsi que l'obligation de distribution des bénéfices, lesquels sont alors fiscalisés au niveau de nos actionnaires.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes au 31 décembre 2024 sont élaborés et présentés conformément aux règles comptables et dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices et de la continuité d'exploitation.

La SAGESS n'est pas soumise à l'obligation de publication de ses comptes sous forme IAS / IFRS, car ne publiant pas de comptes consolidés.

— **Chiffre d'affaires** : Conformément aux principes du Plan Comptable Général (PCG), les ventes constituant le chiffre d'affaires sont comptabilisées lorsqu'il y a transfert de propriété à l'acheteur des avantages et des risques significatifs liés à la propriété des biens. De plus, le montant doit être recouvrable et pouvoir être raisonnablement estimé.

La comptabilisation intervient généralement au moment de la livraison du bien ou de l'exécution du service, en application du principe de prudence et du principe d'indépendance des exercices.

— **Immobilisations corporelles et incorporelles** : Les immobilisations ont été évaluées à leur coût d'acquisition ou coût de production.

L'amortissement économique est calculé selon la méthode linéaire sur les durées normalement admises pour notre activité.

Génie civil, bâtiments, constructions	10 à 15 ans
Aménagements des terrains	10 ans
Aménagements constructions	10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	10 ans
Installations agencements	10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel de bureau et Informatique	3 à 5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

— **Stocks** : Les actifs de la SAGESS sont constitués très majoritairement de stocks de produits pétroliers comptabilisés à leur prix d'achat historique (4 469 M€ à fin décembre 2024, soit environ 98,1% des actifs). Les entrepôts sous douane utilisés par la SAGESS (81 sites de stockage) sont les raffineries, la plupart des dépôts pétroliers existants sur le territoire, ainsi que le site de Manosque (cavités salines).

Conformément à l'article 1655 quater du Code général des impôts et à la convention qui lie le CPSSP et la SAGESS, approuvée par l'Etat, le Règlement intérieur du CPSSP stipule : « Le CPSSP a passé une Convention avec la SAGESS qui a été approuvée par arrêté ministériel. Cette Convention prévoit en particulier que si la SAGESS était amenée, du fait du CPSSP ou des autorités de tutelle, à céder des stocks, le CPSSP prendrait toutes les mesures pour que la SAGESS perçoive au moins le prix d'inventaire des stocks cédés, conformément à l'article 1655 quater du Code général des impôts. A cet effet, si le prix de vente des stocks SAGESS cédés était inférieur à leur prix moyen pondéré d'inventaire, c'est-à-dire si la vente était faite à perte, la rémunération que percevra le CPSSP sera alors fixée à un montant qui permettra l'indemnisation intégrale de la SAGESS, dans un délai raisonnable ne pouvant excéder un an, et par conséquent le remboursement à due concurrence de ses emprunts, intérêts et frais accessoires auprès de ses banques ou autres prêteurs. ».

— **Créances et dettes** : Les créances et les dettes sont évaluées pour leurs valeurs nominales. Les créances clients ont, le cas échéant, été dépréciées afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

3. — Compléments d’informations relatifs au bilan et au compte de résultat

Immobilisations et amortissements (Montants exprimés en milliers d’euros)

1.– Tableau des immobilisations au 31 décembre 2024 :

	Valeur Brute au 31 déc 2023	Augmentations de la période	Diminutions de la période	Valeur Brute au 31 déc 2024
Immobilisations incorporelles	3 198			3 198
Logiciels	2 842			2 842
Droits d'usages	356			356
Immobilisations en cours				
Immobilisations corporelles	155			155
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations agencements	13			13
Mobilier de bureau	117			117
Matériel de bureau et Informatique	25			25
Immobilisations en cours				
Acomptes versés sur commandes				
Immobilisations financières	23 403	5	4 907	18 502
Prêt	23 308		4 907	18 401
Dépôts et Cautionnements	95	5		101
Total	26 757	5	4 907	21 856

2.– Tableau des amortissements et dépréciations au 31 décembre 2024 :

	Amortissements au 31 déc 2023	Dotations de la période	Reprises de la période	Amortissements au 31 déc 2024
Immobilisations incorporelles	3 007	29	0	3 036
Logiciels et droits d'usage	3 007	29,440	0	3 035,988
Immobilisations corporelles	135	4,518		139,150
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations agencements	13			13,468
Mobilier de bureau	96	4,518		100,614
Matériel de bureau et Informatique	25			25,067
Immobilisations financières				
Dépôts et Cautionnements				
Total	3 141	34	0	3 175

Les immobilisations sont amorties sur une base linéaire.

— **Immobilisations financières** : Ce poste est constitué d'une part de la créance long terme entre SAGESS et Géosel suite à la cession du PSM en septembre 2018 et d'autre part du dépôt de garantie versé au bailleur du siège social de la SAGESS.

— **Stocks stratégiques au 31 décembre 2024** : La variation de la valeur des stocks stratégiques entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024 reflète les mouvements de stocks au cours de la période. Elle inclut les achats, ajustés des pertes, des freintes de transport et des ventes de stocks.

Les stocks sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré (PCG, art. 213-34). Le coût d'acquisition des produits inclut le prix d'achat ainsi que les frais accessoires.

Les prêts de produits accordés aux opérateurs sont enregistrés en sortie de stock lors de leur mise à disposition, avec la reconnaissance d'une créance correspondante. À la restitution du produit par l'opérateur, une entrée en stock est comptabilisée et la créance est soldée.

Valeur comptable				
Essences	438 598 K€	pour	1 577 186	M3
Gom/fod	2 291 185 K€	pour	8 186 613	M3
Carbureacteur	380 932 K€	pour	1 281 932	M3
Petrole brut	1 358 286 K€	pour	4 919 581	M3
Total	4 469 001 K€	pour	15 965 312	M3

Valeur économique sur la base des prix moyens de décembre 2024	
ESSENCES	806 984 K€
GOM/FOD	4 443 940 K€
CARBUREACTEUR	684 457 K€
PETROLE BRUT	2 180 177 K€
Total	8 115 557 K€
Ecart par rapport à la valeur comptable	3 646 556 K€

Charges constatées d'avance (Montants exprimés en milliers d'euros) :

Charges constatées d'avance	2024	2023
Charges financières	1 487	
Charges d'exploitation	1 606	1 693
Total	3 094	1 693

Les charges constatées d'avance d'exploitation sont principalement constituées des coûts de garantie, des coûts d'assurance ainsi que du loyer du premier trimestre 2025.

Les charges financières concernent les intérêts des NEU CP relatifs à la période de janvier et février 2025. Au 31/12/2023, le montant des NEU CP était de 0 €, contre 406 M€ au 31/12/2024.

Charges à répartir (Montants exprimés en milliers d'euros) :

	Valeur au 31 déc 2023	Augmentation de la période - Emission de nouvel emprunt	Diminution de la période - Amortissement	Valeur au 31 déc 2024
Prime d'émission	14 485		2 585	11 899
Total	14 485		2 585	11 899

Les primes d'émission des emprunts obligataires sont amorties linéairement sur la durée des emprunts.

Provisions (Montants exprimés en milliers d'euros).— Aucune provision n'est comptabilisée au 31 décembre 2024.

Charges à payer (Montants exprimés en milliers d'euros).— Ce tableau indique, par poste de rattachement, les factures non parvenues au 31 décembre 2024 ainsi que les provisions estimées à cette date.

Charges à payer		Poste de rattachement
Fournisseurs et comptes rattachés	34 362	Dettes fournisseurs (exploitation et immobilisations)
Dettes fiscales et sociales	1 619	Dettes fiscales et sociales
Total	35 981	

Produits constatés d'avance (Montants exprimés en milliers d'euros) :

Produits constatés d'avance	
Produits d'exploitation constatés d'avance	218
Produits financiers constatés d'avance	54
Total	272

Les produits financiers constatés d'avance correspondent aux soultes versées par les banques dans le cadre des opérations de swap de taux d'intérêt mises en place au moment des émissions obligataires et étalée sur la durée de ces dernières.

Produits à recevoir (Montants exprimés en milliers d'euros) : Ce tableau indique, par poste de rattachement, les factures non établies au 31 décembre 2024.

Produits à recevoir		Poste de rattachement
Créances clients	2013	Créances de l'actif circulant
Total	2013	

Echéances des créances et des dettes au 31 décembre 2024 (Montants exprimés en milliers d'euros) :

La créance de 18 401 K€ est la conséquence de la vente du PSM à Geosel, avec la mise en place d'un crédit vendeur sur 10 ans.

Les créances clients sont principalement constituées par :

- Créances sur le CPSSP correspondant à un mois de facturation des services de la SAGESS : 43 M€
- Un échange de produit a été réalisé fin 2024 avec un opérateur pour un montant de 6 M€.

Créances	Degré de liquidité de l'actif		
	Échéance		
	Montant Brut	Moins d'un an	Plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	18 502	4 907	13 595
Prêts	18 401	4 907	13 494
Autres créances	101		101
Créances de l'actif circulant	54 426	54 426	
Créances clients et comptes rattachés	50 740	50 740	
Autres créances	593	593	
Personnel et comptes rattachés	1	1	
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	508	508	
Produits à recevoir	15	15	
Autres	69	69	
Charges constatées d'avance	3 094	3 094	
Total	72 928	59 333	13 595

Les dettes fournisseurs se composent principalement de dettes d'entreposage, coûts relatifs à décembre 2024.

Dettes	Degré d'exigibilité du Passif			
	Échéance			
	Montant Brut	Moins d'1 an	Plus d'1 an	Plus de 5 ans
Dettes financières	4 195 187	1 034 207	1 600 000	1 560 980
Emprunts obligataires	3 700 000	600 000	1 600 000	1 500 000
Emprunts et Dettes auprès Ets de Crédit (1)	50	50		
<i>A 2 ans maximum à l'origine</i>	50	50		
<i>A plus de 2 ans à l'origine</i>				
Emprunts et dettes financières divers (2)	495 137	434 158		60 980
<i>Dont intérêts des emprunts</i>	28 158	28 158		
Dettes diverses	46 800	46 800		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 101	45 101		
Dettes fournisseurs d'immobilisations				
Dettes fiscales et sociales	1 699	1 699		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	272	272		
Total	4 242 259	1 081 280	1 600 000	1 560 980

(1) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (En milliers d'euros)	50
Position créditrice banques	
Lignes de crédit bancaire	
Frais courus	50

(1) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (En milliers d'euros)	50
Position créditrice banques	
Lignes de crédit bancaire	
Frais courus	50

(2) Emprunts et dettes financières divers (En milliers d'euros)	495 137
NEU CP	406 000
Intérêts des emprunts	28 158
Prêt CPSSP (à taux nul)	60 980

Valeurs mobilières de placement (Disponibilités) :

Les valeurs mobilières de placements sont comptabilisées à leur prix d'achat.

Produits d'exploitation (Montants exprimés en milliers d'euros) :

Les produits d'exploitation au 31 décembre 2024 se décomposent en :

Montants hors taxes réalisés en France	
Ventes de produits pétroliers	137 992
Production vendue (biens et services)	3 418
Rémunération des prêts de produits	5 096
Transfert de charges : remboursement du CPSSP	532 159

Les transferts de charges correspondent à la refacturation au CPSSP des coûts de la SAGESS dans le cadre de la convention revue le 31 janvier 2022.

— **Produits et charges exceptionnels** : Produits exceptionnels : 4K € correspondant à la renonciation du dividende d'un actionnaire.

— **Résultat net** : Selon les termes de la convention avec le CPSSP, la SAGESS est remboursée par ce dernier de l'intégralité de ses charges (conservation et maintien des stocks, toutes charges d'exploitation, charges de financement, etc.).

Le résultat net de l'année 2024 est un bénéfice de 70 553 309 €.

4.– Engagements hors bilan.

— **Cautions** : Cautions bancaires au profit de l'Administration des Douanes au 31 décembre 2024 : 41 000 000 €.

Garanties à première demande reçues par SAGESS dans le cadre de la garantie des prêts de produits (en valeur économique) au 31 décembre 2024 : 0 €.

— **Engagements de location** : Engagement location longue durée : 6 723 €.

— **Tickets** : Les tickets sont des contrats de réservation de stocks avec option d'achat. Les volumes réservés sont intégrés ou déduits du volume SAGESS mis à disposition du CPSSP dans le cadre de la couverture de l'obligation nationale de stocks stratégiques.

La SAGESS a contractualisé, au cours du deuxième semestre 2024, la vente de tickets pour un volume de 83 Kt par mois. Ces volumes ont été déduits des volumes mis à disposition du CPSSP. Ces contrats ont été mis en place à la demande du CPSSP, qui était en situation de sur-couverture.

Les contrats se sont clôturés au 31 décembre 2024.

— **Emissions obligataires et swaps** (Montants exprimés en milliers d'euros) : En juillet 2024, renouvellement du programme EMTN de 3 milliards d'euros afin de faciliter le processus d'émission obligataire. Ce programme n'a pas fait l'objet de tirage sur l'année 2024.

A fin décembre 2024, 7 opérations de swap de taux fixe par un taux variable sont en cours pour 2 émissions obligataires sur 6. Par exception approuvée par le Conseil d'administration, les 4 émissions obligataires de 2015, 2016 et 2023 sur 7 ans, 12 ans et 6 ans n'ont pas été swappées.

La charge d'intérêts nette de l'effet de couverture (reçus et payés) est comptabilisée en résultat financier (comptabilisation de l'effet de couverture dans le même poste que l'élément couvert).

Les frais d'émission des emprunts obligataires sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Emission	Échéance	Taux (%)	Montant obligations (M€)	Montant swappé (M€)	Juste valeur (M€)(*)31 déc 2023	Juste valeur (M€)(*)31 déc 2024
Mars 2013	6 mars 2025	2,625	600	600	-11	-2
Septembre 2015	25 octobre 2027	1,500	500	0	NA	NA
Octobre 2016	20 octobre 2028	0,625	600	0	NA	NA
Septembre 2022	7 septembre 2032	2,875	1 000	1 000	-3	12
Juin 2023	29 juin 2030	3,375	500	0	NA	NA
Novembre 2023	25 novembre 2029	3,500	500	0	NA	NA
Total			3 700	1 600	-14	10

(*) Sources : banques

NA : émissions obligataires non swappées

(*) Sources Banques

Au 31 décembre 2024, la juste valeur des 7 swaps de couverture de risque de taux, en cours de validité, a été estimée sur la base des données de marché à cette date (sources Banques).

Couverture des achats et des ventes (Montants exprimés en milliers d'euros).— L'instrument utilisé pour la couverture des achats et des ventes est le contrat de gré à gré de swap prix fixe contre prix variable.

La couverture est réalisée uniquement si le contrat de produit est conclu.

A fin décembre 2024, il n'y a pas d'opération de couverture d'achat et de vente.

NEU CP (Billets de trésorerie) (Montants exprimés en milliers d'euros) :

NEU CP	
Plafond du programme	1 400 000
Utilisé	406 000
Disponible	994 000

Crédits bancaires (Montants exprimés en milliers d'euros) :

Crédits bancaires	
Lignes de crédit et crédit syndiqué court terme	
Négocié	1 000 000
Engagé	1 000 000
Utilisé	
Disponible	1 000 000

Covenants.

La SAGESS est soumise à des covenants dans le cadre de ses contrats. Ces engagements sont suivis avec rigueur et, à ce jour, tous les covenants sont respectés, conformément aux obligations contractuelles en vigueur.

5.— Rémunération des membres du conseil d'administration.

Comme pour les exercices précédents, il n'a pas été alloué de rémunération aux membres du Conseil d'administration.

6.— Indemnités de départ à la retraite et versements assimilés.

Aucun engagement de retraite n'est mentionné en annexe compte tenu de leur montant jugé non significatif.

7.– Ventilation de l’effectif au 31 décembre 2024.

Personnels salarié	13	
Dont à temps complet		13
Personnel détaché	1	
Dont à temps complet		1

Cette ventilation intègre 1 salarié détaché dans le cadre de mandats d’aministrateurs au sein des organismes de gestion paritaire de la protection sociale.

8.– Capital.

Le capital est composé de 15 000 actions au nominal de 16 €.

9.– Tableaux de variation des capitaux propres.

1 - Résultats de l'exercice (Montants exprimés en milliers d’euros)

	31 déc 2024	31 déc 2023
Résultat comptable en MILLIERS D'EUROS	70 553	61 293
€ / Action	4 703,55	4 086,18
Dividende proposé en MILLIERS D'EUROS	90 000	61 293
€ / Action	6 000,00	4 086,18
Nombre d'actions	15 000	15 000

2 - Tableau de variation des capitaux propres (Montants exprimés en euros)

Capitaux propres	Capital social	Primes et Réserves	Report à Nouveau	Résultat	Total
Solde au 31 déc 2023	240 000	24 000	242 145 176	61 292 644	303 701 821
Opérations sur le capital					
Changements de méthode					
Dividendes versés			-56	-61 292 644	-61 292 700
Affectation du résultat 2023					
Résultat au 31 décembre 2024				70 553 309	70 553 309
Situation nette au 31 déc 2024	240 000	24 000	242 145 120	70 553 309	312 962 430
Total capitaux propres					312 962 430

10.– Evénements postérieurs à la clôture.

La SAGESS a procédé en février 2025 à une émission obligataire de 500 M€ sur une durée de 6 ans, avec une échéance en 2031. Cette opération a permis de rembourser l’émission obligataire de 600 M€ arrivant à échéance le 6 mars 2025. Le solde du remboursement est complété par un tirage de NEU CP dans les limites fixées par la politique financière.

11.— Résultat de la société au cours des 5 derniers exercices.

Nature des indications	2024	2023	2022	2021	2020
1. Capital en fin d'exercice					
Capital social	240 000	240 000	240 000	240 000	240 000
Nombre d'actions ordinaires existantes	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Nombre d'actions à dividende prioritaire existantes	0	0	0	0	0
>Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
>Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
2. Opérations et résultats de l'exercice					
Produits d'exploitation	678 665 485	613 734 062	667 671 442	443 621 040	391 465 197
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	73 168 556	63 719 992	161 744 522	35 241 574	4 816 142
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	70 553 309	61 292 644	159 775 257	33 458 450	2 906 859
Résultat distribué	90 000 000	61 292 644	50 000 100	0	2 906 859
3. Résultat par action					
Résultat avant impôts, participation des salariés, avant dotation aux amortissements et provisions	4 878	4 248	10 783	2 349	321
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	4 704	4 086	10 652	2 231	194
Dividende net distribué à chaque action	6 000	4 086	3 333	0	194
4. Personnel					
Effectif moyen pendant l'exercice	13	12	12	12	12
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 281 507	1 032 585	1 324 534	1 000 596	996 889
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales etc.)	782 975	645 742	663 566	551 121	565 125

IV.— Affectation du résultat 2024

Bénéfice de l'exercice 2024 :	70 553 309€
Réserves disponibles :	242 145 121€
Soit un total de :	312 698 430€
Dividende net :	90 000 000€
Réserves disponibles :	222 698 430€
Soit un total de :	312 698 430€

V.— Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

Pricewaterhousecoopers Audit 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex

GRANT THORNTON Membre de Grant Thornton International 29
rue du Pont 92578 Neuilly-sur-Seine Cedex

A l'assemblée générale de la **société anonyme de gestion de stocks de sécurité (SAGESS)**

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Anonyme de Gestion de Stocks de Sécurité (SAGESS) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Existence physique des stocks stratégiques de produits pétroliers

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les stocks stratégiques de votre société s'élèvent à 4 469 MILLION D'EUROS au 31 décembre 2024 et représentent 98,1 % du total actif de votre société.</p> <p>Les stocks stratégiques de produits pétroliers détenus par votre société sont stockés sous douane dans des dépôts tiers. Au 31 décembre 2024, la société utilisait 81 sites de stockage, principalement des raffineries, des dépôts pétroliers ainsi que le site de Manosque (cavités salines).</p> <p>Nous avons considéré l'existence physique des stocks stratégiques comme un point clé de l'audit du fait de leur importance dans les comptes annuels et de leur dispersion géographique dans des lieux de stockage opérés par des tiers.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne relative aux inventaires physiques des stocks, réalisé des entretiens avec les opérationnels et identifié les contrôles pertinents mis en place par la société pour prévenir les risques d'anomalies significatives.</p> <p>Nos travaux ont également consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">- tester par sondages l'efficacité de la procédure de contrôle d'inventaire en participant à des inventaires physiques ;- par sondages, nous assurer que la procédure de contrôle des inventaires physiques a été mise en œuvre de manière homogène par le prestataire externe sur les autres sites de stockage au cours de l'année 2024 ;- pour certains sites de stockage sélectionnés sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs, obtenir les déclarations périodiques de stocks au 31 décembre 2024 et les comparer avec les stocks physiques détenus au 31 décembre 2024 ;- procéder à une revue analytique des stocks au 31 décembre 2024 par rapport au 31 décembre 2023 et obtenir des explications sur les variations significatives par site de stockage, le cas échéant ;- analyser, par sondages, une sélection de mouvements de stocks physiques intervenus sur l'exercice et leur traduction en comptabilité.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Anonyme de Gestion de Stocks de Sécurité (SAGESS) par votre assemblée générale du 23 mai 2006 pour le cabinet Grant Thornton et du 13 juin 2024 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Grant Thornton était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. Si conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2025

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit

Renaud Roguinsky

GRANT THORNTON
Membre de Grant Thornton International

Pascal Leclerc

VI. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

**PricewaterhouseCoopers Audit 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex**

**GRANT THORNTON Membre de Grant Thornton International
29 rue du Pont 92578 Neuilly-sur-Seine Cedex**

A l'Assemblée Générale de la Société Anonyme de Gestion de Stocks de Sécurité (SAGESS),

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

- **Avec la société TotalEnergies Marketing Services, actionnaire à 100 % de la société TotalEnergies Marketing France, elle-même actionnaire et administrateur de votre société**

Personnes concernées

M. François Boussagol, président-directeur général de votre société et M. Jérôme Leprince-Ringuet, représentant permanent de la société TotalEnergies Marketing France.

Nature et objet

Signature d'une convention de détachement entre votre société et la société TotalEnergies Marketing Services, actionnaire à 100 % de la société TotalEnergies Marketing France, elle-même actionnaire et administrateur de votre société.

Modalités

Lors de sa séance du 18 septembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention de détachement de Monsieur François Boussagol, dans le cadre de ses fonctions de Président et de Directeur général de la SAGESS qui a pris effet le 19 septembre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, le montant des sommes pris en charge par la SAGESS s'élève à 26 693€.

- **Avec la société TotalEnergies Raffinage France, affiliée à la société TotalEnergies S.E., actionnaire à 100 % de la société TotalEnergies Marketing Services, elle-même actionnaire à 100 % de la société TotalEnergies Marketing France, elle-même actionnaire et administrateur de votre société**

1) Convention relative au mouvement de carburéacteur Mélange à Gargenville :**Nature et objet**

Mouvement définitif de 7 500 m3 de carburéacteur mélange à Gargenville.

Modalités

Lors de sa séance du 21 mars 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 7 500 m3, réalisé le 24 janvier 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération d'échange de 7 500 m3 a été effectuée pour un montant de 0 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place à la suite de la fin du contrat d'entreposage du site de Gargenville. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

2) Convention relative au mouvement de GOM à Mardyck DPCO**Nature et objet**

Mouvement définitif de 16 500 m3 de GOM B0 Hiver à Mardyck DPCO.

Modalités

Lors de sa séance du 21 mars 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 16 500 m3, réalisé le 2 février 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération d'échange de 16 500 m3 a été effectuée pour un montant de 64 680€.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place à la suite de la fin du contrat d'entreposage du site de Mardyck DPCO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

3) Convention relative au mouvement de GOM à Mardyck DPCO**Nature et objet**

Mouvement définitif de 43 000 m3 de GOM B0 Hiver à Mardyck DPCO.

Modalités

Lors de sa séance du 21 mars 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 43 000 m3, réalisé les 05 et 28 mars 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération d'échange de 43 000 m3 a été effectuée pour un montant de 0 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place à la suite de la fin du contrat d'entreposage du site de Mardyck DPCO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

4) Convention relative au mouvement de GOM à Mardyck DPCO**Nature et objet**

Mouvement définitif de 48 000 m3 de GOM B0 Hiver à Mardyck DPCO.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 48 000 m3, réalisé le 29 juillet 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération d'échange de 48 000 m3 a été effectuée pour un montant de 0 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place à la suite de la fin du contrat d'entreposage du site de Mardyck DPCO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

5) Convention relative au mouvement de GOM à Mardyck DPCO**Nature et objet**

Mouvement définitif de 41 000 m3 de GOM B0 Hiver à Mardyck DPCO.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 41 000 m3, réalisé le 22 octobre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération d'échange de 41 000 m3 a été effectuée pour un montant de 0 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place à la suite de la fin du contrat d'entreposage du site de Mardyck DPCO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

6) Convention relative au mouvement de GOM à Mardyck DPCO**Nature et objet**

Swap de 25 017 m3 de GOM B0 Hiver à Mardyck DPCO.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de swap de 25 017 m3 avec TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE, réalisés les 12 et 23 août 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération d'échange de 25 017 m3 a été effectuée pour un montant de 1 913 936,56 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place à la suite de la fin du contrat d'entreposage du site de Mardyck DPCO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

7) Convention relative au mouvement de GOM à Mardyck DPCO**Nature et objet**

Swap de 16 083 m3 de GOM B0 Hiver à Mardyck DPCO.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de swap de 16 083 m3 avec TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE, réalisé le 26 septembre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération d'échange de 16 083 m3 a été effectuée pour un montant de 723 693,51 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à la fin du contrat d'entreposage du site de Mardyck DPCO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

➤ **Avec la société Varo Energy, actionnaire de votre société**

1) Convention relative au mouvement de FOD à Chalon sur Saône**Nature et objet**

Mouvement définitif de 2 000 m3 de FOD Intersyndical à Chalon sur Saône.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 2 000 m3, réalisé le 22 novembre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, L'opération d'échange de 2 000 m3 a été effectuée pour un montant de 0 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à l'évolution de notre stockage et la stratégie de conversion de produit FOD en GOM, avec une opportunité de réaliser une opération à coût 0. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

2) Convention relative au mouvement de FOD à Reichstett Wagram**Nature et objet**

Vente de 700 m³ de Base FOD à Reichstett Wagram.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de vente de 700 m3 avec VARO ENERGY FRANCE, réalisé le 18 septembre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, la vente des 700 m3 a été effectuée pour un montant de 357 483 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à un défaut d'approvisionnement de la zone par le fournisseur majeur de celle-ci. VARO nous a approché, dans un premier temps, dans un contexte politique incertain, un prêt a été accordé. Nous avons ensuite profité d'une opportunité de céder le FOD, ce qui correspond à notre stratégie court-terme de diminution de ce produit sur ce site, à un prix intéressant. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

3) Convention relative au mouvement de FOD à Strasbourg**Nature et objet**

Vente de 500 m3 de FOD Intersyndical à Strasbourg SES.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de vente de 500 m3 avec VARO ENERGY FRANCE, réalisé le 18 septembre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, la vente des 500 m3 a été effectuée pour un montant de 256 255 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à un défaut d'approvisionnement de la zone par le fournisseur majeur de celle-ci. VARO nous a approché, dans un premier temps, dans un contexte politique incertain, un prêt a été accordé. Nous avons ensuite profité d'une opportunité de céder le FOD sur ce site, ce qui correspond à notre stratégie court-terme de diminution de ce produit sur ce site, à un prix intéressant. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

- **Avec la société TotalEnergies Trading SA, affiliée à la société TotalEnergies S.E., actionnaire à 100 % de la société TotalEnergies Marketing Services, elle-même actionnaire à 100 % de la société TotalEnergies Marketing France, elle-même actionnaire et administrateur de votre société**

Nature et objet

Mouvement définitif de 20 000 m3 de GOM B0 Hiver à Mardyck DPCO.

Modalités

Lors de sa séance du 21 mars 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 20 000 m3, réalisé le 26 février 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération d'échange de 20 000 m3 a été effectuée pour un montant de 74 400 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place à la suite de la fin du contrat d'entreposage du site de Mardyc DPCO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

➤ **Avec la société ESSO Société Anonyme Française, actionnaire de votre société**

1) Convention relative au mouvement de SP98 à Lyon SPR**Nature et objet**

Mouvement définitif de 500 m3 de SP98 à Lyon SPR.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 500 m3, réalisé le 22 octobre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération de 500 m3 a été effectuée pour un montant de 17 355 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à la fin de la concession du site de Lyon SPR et en l'absence de candidat repreneur. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

2) Convention relative au mouvement de SP95 à Lyon SPR**Nature et objet**

Mouvement définitif de 5 000 m3 de SP95 Base Ethanolable à Lyon SPR.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 5 000 m3, réalisé le 1er octobre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération de 5 000 m3 a été effectuée pour un montant de 52 350 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à la fin de la concession du site de Lyon SPR et en l'absence de candidat repreneur. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

3) Convention relative au mouvement de SP95 à Lyon SPR**Nature et objet**

Mouvement définitif de 1 700 m3 de SP95 Base Ethanolable à Lyon SPR.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 1 700 m3, réalisé le 06 novembre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération de 1 700 m3 a été effectuée pour un montant de 18 411 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à la fin de la concession du site de Lyon SPR et en l'absence de candidat repreneur. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

4) Convention relative au mouvement de GOM à Lyon SPR**Nature et objet**

Swap de 3 753 m3 de GOM B7 à Lyon SPR.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de swap de 3 753 m3 avec ESSO SAF, réalisé le 17 octobre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'opération d'échange de 3 753 m3 a été effectuée pour un montant de 170 428,11 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à la fin de la concession du site de Lyon SPR et en l'absence de candidat repreneur. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

5) Convention relative au mouvement de GOM à Toulouse**Nature et objet**

Vente de 2 000 m3 de GOM Intersyndical à Esso Toulouse.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de vente de 2 000 m3 avec ESSO SAF, réalisé le 30 octobre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, la vente des 2 000 m3 a été effectuée pour un montant de 1 082 440€.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à l'arrêt du contrat d'entreposage en raison de la cession des actifs d'ESSO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

6) Convention relative au mouvement de FOD à Toulouse**Nature et objet**

Vente de 500 m3 de FOD Intersyndical à Esso Toulouse.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de vente de 500 m3 avec ESSO SAF, réalisé le 30 octobre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, la vente des 500 m3 a été effectuée pour un montant de 266 395€.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à l'arrêt du contrat d'entreposage en raison de la cession des actifs d'ESSO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

7) Convention relative au mouvement de SP95 à Toulouse**Nature et objet**

Vente de 3 000 m3 de SP95 Base Ethanolable à Esso Toulouse.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de vente de 3 000 m3 avec ESSO SAF, réalisé le 30 octobre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, la vente des 3 000 m3 a été effectuée pour un montant de 1 600 860€.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à l'arrêt du contrat d'entreposage en raison de la cession des actifs d'ESSO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

8) Convention relative au mouvement de FOD à Fos-sur-mer**Nature et objet**

Vente de 2 600 m3 de FOD Intersyndical à Esso Fos-sur-mer.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de vente de 2 600 m3 avec ESSO SAF, réalisé le 30 octobre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, la vente des 2 600 m3 a été effectuée pour un montant de 1 386 996€.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à l'arrêt du contrat d'entreposage en raison de la cession des actifs d'ESSO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

9) Convention relative au mouvement de SP95 à Fos-sur-mer**Nature et objet**

Vente de 37 000 m3 de SP95 Base Ethanolable à Esso Fos-sur-mer.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de vente de 37 000 m3 avec ESSO SAF, réalisé le 30 octobre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, la vente des 37 000 m3 a été effectuée pour un montant de 19 042 050 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à l'arrêt du contrat d'entreposage en raison de la cession des actifs d'ESSO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

10) Convention relative au mouvement de SP98 à Toulouse**Nature et objet**

Vente de 2 000 m3 de SP98 Intersyndical à Esso Toulouse.

Modalités

Lors de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat de vente de 2 000 m3 avec ESSO SAF, réalisé le 30 octobre 2024.

Au titre de l'exercice 2024, la vente des 2 000 m3 a été effectuée pour un montant de 1 079 040 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à l'arrêt du contrat d'entreposage en raison de la cession des actifs d'ESSO. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

➤ Avec la société BP France, actionnaire et administrateur de votre société à 2,45 %**Nature et objet**

Achat de 40 000 m3 de GOMB0 Hiver à Géosel Manosque.

Modalités

Lors de sa séance du 21 mars 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'achat de 40 000 m3 avec BP FRANCE, réalisé les 08 et 22 janvier 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'achat des 40 000 m3 a été effectué pour un montant de 25 673 800 €.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Il est rappelé que la convention a été mise en place suite à une opportunité liée à une délocalisation. BP avait délocalisé 40 000 m3 sur Géosel Manosque dont la logistique d'approvisionnement est complexe. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur cette convention.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

➤ Avec la société TotalEnergies Marketing Services, actionnaire à 100 % de la société TotalEnergies Marketing France, elle-même actionnaire et administrateur de votre société**Personnes concernées**

M. Pierre-Yves Loiseau, président-directeur général de votre société et M. Jérôme Leprince-Ringuet, représentant permanent de la société TotalEnergies Marketing France.

Nature et objet

Signature d'une convention de détachement entre votre société et la société TotalEnergies Marketing Services, actionnaire à 100 % de la société TotalEnergies Marketing France, elle-même actionnaire et administrateur de votre société.

Modalités

Lors de la séance du 26 avril 2018, le conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention de détachement de M. Pierre-Yves Loiseau, dans le cadre de ses fonctions de président et directeur général de votre société. Cette convention a fait l'objet d'une révision lors de la séance du 13 décembre 2018 et a pris fin le 18 septembre 2024, dans le cadre de la démission de ses fonctions.

Au titre de l'exercice 2024, le montant des sommes prises en charge par votre société s'élève à € 654 002.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2025

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit

Renaud Roguinsky

GRANT THORNTON
Membre de Grant Thornton International

Pascal Leclerc